

**Origines historiques et structurelles
de la Crise économique**

Par Dr. G. Casper

Diplômé en sciences économiques

Juin 2014

Pourquoi la Crise dure t'elle depuis 40ans ?

Mon propos n'est pas de parler de compétitivité, de dette, d'allongement de la vie, de la mondialisation, etc., comme on le fait constamment, mais d'analyser simplement **l'évolution du système économique** qui en contient les causes profondes. Analyse que les économistes qui se répandent dans les médias se gardent bien de faire...

Il faut au préalable comprendre les principes de base du système économique et voir comment il a évolué depuis la Révolution française jusqu'au début de la « Crise » dans les années 1970, pour ensuite prendre un tournant radical.

Ces évolutions ne sont pas tombées du ciel, comme on le laisse penser, mais sont la conséquence de choix politiques décidés par les gouvernements successifs.

Comme on l'apprend à l'école, le dernier roi de France a été destitué lors de la Révolution de 1789. La monarchie a été remplacée par une « démocratie ».

Le peuple est, depuis, censé diriger le pays à travers des représentants « démocratiquement » élus, qui siègent à l'Assemblée nationale (les députés). Dans les faits, cette assemblée est essentiellement constituée de membres suffisamment fortunés pour avoir les moyens matériels et relationnels de faire une campagne électorale efficace. Et donc les classes les moins favorisées, pourtant les plus nombreuses, n'y sont pratiquement pas représentées.

Donc, après la Révolution de 1789, cette assemblée décida d'instituer un système économique capitaliste dont le principe est très simple :

Le peuple peut être divisé en 2 classes :

- Les propriétaires des Ressources naturelles (terrains, énergie, matières premières ...) et Moyens de production (machines, brevets...), qui confient leur capital a des patrons.
- Les employés, qui vendent leur force de travail à des propriétaires. En échange de ce travail les propriétaires leur céderont une partie des richesses issues du travail et du capital ainsi valorisé. Généralement sous forme d'un salaire. Ce salaire est fonction du « marché du travail »

Il dépend largement du rapport de force qui s'exerce entre les syndicats de propriétaires, comme aujourd'hui le MEDEF, et les syndicats de travailleurs.

Ce rapport de force est encadré par la législation écrite par les gouvernements dans le but - en principe - de favoriser une certaine harmonie sociale.

(Une même personne peut appartenir aux 2 classes en même temps, tels les petits entrepreneurs. Mais cette catégorie sociale n'est pas représentative du système car, pour ainsi dire, elle s'exploite elle-même)

Voici donc résumés les grands principes qui sont à la base du système dont l'évolution a engendré une « crise » qui dure depuis 40ans, et n'est pas terminée loin de là.

Revenons à 1789.

Il y avait alors des personnes fortunées dont les besoins étaient immenses car tout était à inventer.

On voyageait en voiture à cheval et il n'y avait aucun autre moyen de communication. On ne disposait pas d'électricité ni même d'eau courante, on peinait à se nourrir, et il fallait tout faire à la main.

Ces fortunés étaient avides d'améliorer leur confort, et prêts à y risquer de leur fortune.

Par ailleurs nombreux étaient les inventeurs et entrepreneurs qui ne demandaient qu'à développer leurs savoir faire, et suscitaient l'intérêt de ces classes aisées.

Tout naturellement des entreprises se développèrent, absorbant toute la main d'œuvre qui se présentait.

Il n'existait alors aucune loi sociale et les patrons dictaient leurs conditions (comme aujourd'hui dans les pays dits « en voie de développement »)

Toutefois, du fait que les besoins en main d'œuvre étaient immenses (la mécanisation était quasi inexistante), les ouvriers, groupés en syndicats professionnels, avaient un pouvoir de pression sur les patrons et actionnaires grâce au droit de grève.

Par ailleurs la France, comme tous les autres pays, souhaitait garder sa souveraineté pour préserver son économie et mener la politique qu'elle entendait.

Les conditions de vie des « travailleurs » s'amélioraient donc progressivement, surtout après la guerre de 1939, et ils gagnaient aussi en libertés.

Jusqu'au moment où, on peut penser que, les propriétaires prirent conscience de ce que ce monde du travail, qu'ils considéraient comme leurs domestiques, risquait de prendre le contrôle du système à leurs dépens!

Les événements du printemps 1968 (qui avortèrent faute de programme politique cohérent) accélèrent sans doute cette prise de conscience en France et partout en occident. Il y eut en effet une grève d'ampleur considérable, puisqu'elle paralysa le pays entier pendant 1 mois et les grévistes se comptaient par millions!

Depuis ces événements tous les gouvernements, affaiblirent le pouvoir des « travailleurs » au profit de celui des propriétaires sans toutefois toucher au droit de grève inscrit dans la constitution.

En 1968 le chômage était presque inexistant. La sécurité de l'emploi était un fait. Il était possible pour la plupart des jeunes, et moins jeunes, de changer de travail du jour au lendemain pour de meilleures conditions.

On pouvait passer sa vie dans une même entreprise, et y projeter son avenir.

C'est sans doute difficilement imaginable pour qui n'a pas vécu à cette époque.

Cela ne veut pas dire pour autant que tout était rose, très loin de là, mais l'avenir était porteur de progrès:

La machine allait libérer l'Homme du travail, et l'Homme pourrait ainsi s'adonner à des loisirs rendus merveilleux grâce à la science ! On voit ce qu'il en fut...

Il y eut des réformes économiques et financières radicales, bien que souvent d'apparence anodine, dont les conséquences sont socialement désastreuses et bien enracinées.

Tout d'abord examinons la situation avant ces réformes:

L'Etat contrôlait alors la circulation des marchandises (droits de douanes et quotas pour les produits importés), il contrôlait la circulation des capitaux (il était nécessaire d'obtenir une autorisation pour sortir des capitaux du pays) et décidait de l'impôt, auquel même les plus gros contributeurs ne pouvaient échapper, finançant ainsi aisément le progrès social.

Enfin il contrôlait la Banque de France, qui elle-même pouvait financer l'Etat et régulait la création monétaire des banques privées.

L'Etat avait tout pouvoir sur le monde économique et financier.

Sa mission était de protéger l'économie et le développement du pays pour lui conserver son entière souveraineté et ainsi décider en particulier de sa législation sociale, sans avoir à se soucier outre mesure de compétitivité avec l'extérieur.

Le progrès social suivait les gains de productivité, et s'accélérait dans le temps. **Les charges salariales et fiscales pouvaient augmenter sans compromettre la compétitivité des entreprises, puisque toutes supportaient les mêmes!**

La compétitivité de nos produits à l'exportation pouvait s'adapter en jouant sur la valeur de notre monnaie vis-à-vis des autres. Et le gouvernement pouvait librement ajuster cette valeur (...), de sorte que nos exportations financent au mieux nos importations (en particulier le pétrole).

L'exigence de « compétitivité » ne pesait alors pas sur la rémunération du travail, mais demandait seulement de la compétence dans nos entreprises. (D'où la nécessité d'un système d'éducation performant).

L'Etat avait donc jusque là tous les pouvoirs, y compris sur le monde économique et financier, et favorisait le progrès social au rythme des gains de productivité.

Voici maintenant les mesures qui démultiplièrent les possibilités de profits pour le capital, et ont laminé le pouvoir des travailleurs. Elles furent mises en place après les frayeurs du printemps 1968 :

1- En 1973, il fut interdit à l'Etat d'emprunter à coût nul à la Banque de France. L'Etat fut donc contraint de s'adresser exclusivement aux marchés pour se financer. Ce qui coûte de ruineux intérêts à son budget, prélevés sur l'économie.

La Banque de France n'avait plus le droit de prêter à l'Etat et, la même année 1973, il fut lancé un emprunt indexé sur l'or - (emprunt Giscard) qui coula des dizaines de milliards de francs! Depuis, l'endettement de l'Etat n'a jamais cessé d'augmenter, au profit des prêteurs privés.

2 - On démultiplia les possibilités de spéculation

(C'est à dire de parier, comme aux jeux) sur la valeur d'un tas de choses... L'imagination des financiers est sans limite pour prélever de la richesse produite par l'économie réelle, (celle ou l'on produit les biens réels), ce qui occupe les plus brillants cerveaux.

Alors que le rôle de la Finance serait en principe de financer l'économie au moindre coût, il est devenu le moyen de prélever un maximum de ces richesses, parfois même au-delà de la légalité puisque le pouvoir des banques est devenu supérieur à celui des Etats!

3 - On libéralisa la circulation des capitaux, (suppression du contrôle des sorties de capitaux du pays) et des marchandises (suppression des taxes aux importations). Ainsi, plutôt que de s'investir en France, et y payer des impôts, des capitaux partirent massivement fructifier sous des cieux bienveillants, tels les paradis fiscaux, à l'abri du fisc. Ou encore dans des

entreprises établies dans des pays dits « en voie de développement », en concurrence déloyale avec les nôtres, puisque supportant des coûts salariaux très inférieurs (jusqu'à 30 fois!), nuisant ainsi à notre économie, et faisant pression sur nos salaires. Ce qui a laminé des pans entiers de notre industrie...

4 - Les machines automatiques toujours plus efficaces, si elles libèrent bien l'Homme d'un travail souvent pénible comme on l'apprenait à l'école dans les années 60, ne lui permettent pas pour autant de s'adonner à des loisirs merveilleux, puisque ses revenus lui sont aussi supprimés!

5 - Pour couronner le tout, on imposa une monnaie unique en Europe interdisant ainsi aux Etats de jouer sur la valeur de la monnaie pour ajuster la compétitivité de leurs entreprises. Il n'y a donc plus aucun moyen d'ajuster cette compétitivité... sauf celui de réduire encore et encore le coût du travail, c'est-à-dire les salaires, la protection sociale, et le financement des services publics. La course au moins disant social, et aussi fiscal, est sans fin. Bref, on a retiré à l'Etat tous les leviers qui lui permettaient de réguler l'économie, sauf celui de faire pression sur les « travailleurs».

Les propriétaires sont, par contre, particulièrement choyés puisqu'on les laisse jouer avec les économies du monde entier comme bon leur semble, ou presque. Toute forme de protectionnisme est bannie, afin de leur laisser le champ libre.

Nos représentants, élus pour piloter l'Etat, l'ont pour ainsi dire sabordé.

Les « travailleurs », mis en compétition mondiale, confirmée par les Traités européens et sans règle ni syndicat, dans des conditions des plus disparates, furent donc contraints de modérer leurs prétentions, allant jusqu'à accepter des conditions parfois dignes du 19^{em} siècle dans les pays riches désormais en voie de sous développement. La « Crise » doit ainsi durer indéfiniment.

Comment a t'on fait accepter ces réformes anti sociales:

Des économistes d'un genre nouveau prirent le devant de la scène. Il leur suffisait de «penser » comme on leur apprend dans des écoles spécialisées leur assurant un avenir doré, (contrairement à nombre de branches utiles à l'économie réelle).

Des journalistes, placés là où leur visibilité est maximum, à commencer par les journaux télévisés, répétèrent à l'envie la « pensée » de ces neo-économistes.

Par contre les personnalités un peu trop lucides et critiques du système sont curieusement écartées des médias.

Pour ce qui est du fond, voici un exemple des procédés utilisés, cette fois dans l'opacité la plus totale.

Une simple phrase, placée de manière anodine dans un texte de loi (souvent difficilement lisible par un non initié) peut suffire. Ce qui fut le cas, par exemple, pour cette fameuse interdiction faite à l'Etat de se financer auprès de la Banque de France. L'opinion publique ni même sans doute nombre d'élus, n'ont été informés des lourdes conséquences de cette petite phrase.

Un nouveau genre de gouvernement était né, au service des Financiers et grands propriétaires. Lorsqu'un président change ses montures de lunettes, sachez que ce n'est pas par hasard...

Les qualités nécessaires pour conquérir le pouvoir, dans le système actuel d'élections, sont sans rapport avec celles qu'il faut pour bien l'exercer. Ce qui rend tout à fait improbable d'en sortir un gouvernement compétent. Et pourtant les personnes compétentes ne manquent pas. Comment donc les amener au pouvoir, de manière aussi démocratique que possible ?

En attendant, les Rois et seigneurs sont revenus, à la différence près que leur pouvoir ne vient pas de leur sang, mais de leur fortune. Le pouvoir de l'Argent est juste en dessous de celui de Dieu, et bien au dessus de celui du peuple.

Nous ne sommes pas en démocratie.
